



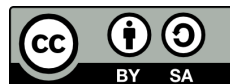
Zeitschrift für Religionskunde
Revue de didactique des sciences des religions
www.zfrk-rdsr.ch · ISSN: 2297-6469

Durisch Gauthier, N. (2024). Estivalèzes, Mireille. (2023). La fin de la culture religieuse. Chronique d'une disparition annoncée. Les Presses de l'Université de Montréal (346 p.).

Zeitschrift für Religionskunde | *Revue de didactique des sciences des religions*, 12, 165–166.

[10.26034/fr.zfrk.2024.5103](https://doi.org/10.26034/fr.zfrk.2024.5103)

Cet article est publié sous une licence *Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International* (CC BY-SA):
<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0>



©Nicole Durisch Gauthier, 2024



Estivalèzes, Mireille. (2023). *La fin de la culture religieuse. Chronique d'une disparition annoncée*. Les Presses de l'Université de Montréal (346 p.).

Trois ans après la décision du ministre de l'éducation du Québec, Jean-François Roberge, de réviser en profondeur le programme d'Éthique et culture religieuse (ECR), cet ouvrage propose une analyse approfondie des argumentaires qui ont conduit à cette décision ainsi que des défis que représente l'implémentation du nouveau programme « Culture et citoyenneté québécoise ». L'auteur, experte de l'enseignement scolaire sur les religions dans différents contextes, est aussi une didacticienne impliquée concrètement dans la formation des enseignant·e·s au programme d'ECR. A la fois observatrice et actrice, elle considère les critiques adressées à l'ancien programme, institué en 2008, comme révélatrices du « rapport compliqué qu'entretient, à l'égard de la religion, la société profondément sécularisée qu'est celle du Québec contemporain » (p. 12). Peu d'objets ont en effet cristallisé des avis aussi contrastés : considéré tout à la fois comme trop multireligieux ou alors trop chrétien, trop relativiste ou faussement neutre, trop ou insuffisamment laïque, le programme constitue un cas d'école qui, selon l'auteur, « nous en dit beaucoup plus sur les inquiétudes et les peurs de ses détracteurs que sur ce que le programme lui-même est réellement » (p. 13). Devant tant de vents contraires, l'échouement semblait inéluctable, comme le souligne le sous-titre de l'ouvrage.

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première partie intitulée « un objet d'enseignement qui dérange » débute par des mises au point concernant, d'une part, l'articulation entre liberté de conscience et liberté de religion, et, d'autre part, les conceptions divergentes de la laïcité. Pour l'auteur, ces notions sont en effet mobilisées par les opposant·e·s au programme et constituent donc une grille de lecture pour comprendre leurs arguments. A cette introduction fait suite la présentation des différents argumentaires développés à l'encontre du programme qu'Estivalèzes décrit comme étant de natures religieuse, politique et laïque (p. 87). Outre leur caractère parfois militant, ils ont aussi pour particularité, selon l'auteur, de créer des confusions durables, comme celle entre accommodements raisonnables et programme ECR (p. 136) ou entre manuels et cahiers d'activités et programme en tant que tel (p. 183). Mais c'est l'absence d'une base empirique qu'Estivalèzes déplore en premier lieu : aucune des études critiques « ne repose sur des études empiriques menées auprès des élèves, ni sur des enquêtes cherchant à comprendre la réalité des formes que revêt cet enseignement dans les classes, comme si ces aspects fondamentaux étaient superflus, voire inutiles. » (p. 195).

La deuxième partie de l'ouvrage est intitulée « Naissance, vie, fin et transformation d'un programme ». L'auteur y invite ses lectrices et lecteurs à entrer dans les programmes d'enseignement que sont ceux de l'ECR, en particulier sous l'angle des difficultés rencontrées sur le terrain, mais aussi le nouveau programme « Culture et citoyenneté québécoise » dont l'aspect « fourre-tout » a été dénoncé par de nombreux représentant·e·s du système éducatif (p. 260). Répondant à de multiples demandes sociales, le programme révisé contient huit nouveaux thèmes : participation citoyenne et démocratie, éducation juridique, écocitoyenneté, éducation à la sexualité, développement de soi et des relations interpersonnelles, éthique, citoyenneté numérique et culture des sociétés. Au-delà de la disparition de la culture religieuse (une seule référence aux croyances religieuses dans le thème « culture des sociétés »), l'auteur s'interroge sur la mise en œuvre du nouveau programme au regard de sa densité, de la sensibilité de ses thèmes, de la multiplicité des compétences disciplinaires qu'il suppose de la part des enseignant·e·s comparativement au peu de moyens mis en place pour son implémentation. Elle conclut : « [...] on peut se demander, de façon quelque peu cynique, si le ministère de l'Éducation a réellement les moyens de ses prétentions » (p. 284-285).

En contrepoint des propos tenus en 2020 par le ministre de l'éducation Jean-François Roberge qui affirmait que la culture religieuse ne ferait plus partie « des thèmes considérés comme importants, "actuels et incontournables" pour le XXI^e siècle » (p. 287), Estivalèzes dédie un chapitre à la pertinence de la culture religieuse (chapitre 9). Elle y souligne combien l'approche scientifique ou culturelle des faits religieux s'inscrit au cœur même d'une perspective laïque et à quel point c'est donc un contresens de considérer que la laïcité s'oppose à l'étude des religions. De même, elle relève que l'enseignement scolaire sur les religions est une ouverture au pluralisme religieux et philosophique présent dans des sociétés marquées par la diversification. Enfin, elle souligne notamment l'inscription de cet enseignement dans une perspective d'éducation à la citoyenneté. De manière générale, et en particulier dans son dernier chapitre (10), l'auteur défend une conception de l'éducation basée sur l'importance d'une culture humaniste, artistique, littéraire, philosophique et religieuse, qu'elle oppose à une éducation de type « éducation à » qui relèverait d'injonctions sociétales et qui serait orientée vers le développement de compétences comportementales et sociales, plutôt que cognitives. Elle voit ainsi dans la succession des deux programmes un signe du passage de la première conception de l'éducation à la seconde (p. 316-317).

La lecture de l'ouvrage de Mireille Estivalèzes permet de suivre un nombre impressionnant d'argumentaires. Le livre présente non seulement les stratégies discursives et les mobilisations médiatiques et juridiques des différentes opposant-e-s au programme, mais y répond par des analyses mêlant données empiriques et réflexions d'experte. Il donne ainsi à voir la fronde impressionnante qui s'est exercée contre un enseignement qui a été attaqué dès sa conception (p. 196), mais aussi le mauvais traitement infligé à la spécialiste d'un programme qui n'a pas été consultée lorsque ce dernier a été remis en cause, comme si dans ces questions, l'idéologie primait. Cette (violente) privation de parole, mais aussi d'interlocuteur ou interlocutrice direct-e avec qui échanger (par ex. p. 139) se ressent lors de la lecture de ce livre dont on se demande dans quelques passages à quel public-cible il s'adresse. A notre avis, l'ouvrage aurait gagné en clarté si les critiques avaient été mieux modélisées permettant par exemple la comparaison avec celles existant à propos d'autres disciplines scolaires du domaine des sciences humaines et sociales. Le style défensif et dénonciateur de l'ouvrage, que l'on peut comprendre par rapport à l'opacité des procédures décrites, mais aussi en tant qu'actrice de ce champ, risque malheureusement d'atténuer la force du propos. On regrettera également la présentation polarisée des modèles éducatifs en fin d'ouvrage qui semble ignorer le caractère souvent hybride des curricula alliant disciplines scolaires et éducation à, et qui donne l'image d'une approche largement insensible aux remises en question des modèles éducationnels traditionnels.

Ces quelques remarques ne sauraient cependant conduire les spécialistes de l'enseignement relatif aux religions, qu'ils-elles appartiennent au domaine de la recherche et/ou de la formation, d'apprécier maints aspects de cet ouvrage fort bien documenté, comme en témoigne notamment sa riche bibliographie. Sa lecture est fascinante, tant le livre développe et prolonge des aspects particuliers des réflexions, des observations et des vécus des personnes travaillant dans le domaine. C'est là en effet une des forces de ce livre que d'analyser le contexte particulier du Québec pour mettre en lumière des champs de tension et des fragilités qui sont attestés aussi dans d'autres contextes nationaux : les types d'objections (souvent idéologiques) à l'encontre d'un enseignement scolaire sur les religions, le manque de considération à son égard (enseignement pas ou peu donné, formation des enseignant-e-s quasi inexistante selon les degrés), les attentes souvent démesurées face à ce type de programme ou encore le thème moins souvent traité des relations complexes de l'ECR avec la philosophie pour enfants (p. 227–9) font partie des préoccupations partagées à l'international. Ainsi, de par son souci de l'explicitation et son caractère à la fois descriptif et engagé, cet ouvrage constitue assurément une source importante pour toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à l'histoire d'une discipline scolaire traitée sous l'angle d'une question socialement vive.

Nicole Durisch Gauthier, nicole.durisch-gauthier@hepl.ch